

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

IC15778

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
COOPÉRATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE
COMMUNE DE TOURY (N° ICPE : 368)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°1867 du 1^{er} décembre 2000 autorisant la société Coopérative Agricole de Toury à exploiter une unité de stockage d'engrais liquides ;
- VU** les déclarations de changement d'exploitant des 15 décembre 2005 et 9 juin 2015 ;
- VU** les rapports de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de Logement du Centre-Val de Loire relatifs aux inspections des 21 octobre et 13 novembre 2015 des installations exploitées par la société Coopérative Agricole Bonneval Beauce Perche (CABBP) à Toury ;

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la CABBP sur le territoire de la commune de Toury est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de l'autorisation pour les rubriques 2160 et 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par notamment l'arrêté ministériel susvisés du 29 mars 2004 modifié ;

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la CABBP sur le territoire de la commune de Toury est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de la déclaration pour la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté ministériel susvisé du 6 juillet 2006 modifié ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de ses visites d'inspection des 21 octobre et 13 novembre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté l'absence de dispositif permettant de récupérer des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction, alors que de tels dispositifs sont prescrits aux points 2.10 et 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 21 octobre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté l'absence de dispositif permettant d'obturer les réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre et d'effectuer ainsi des déversements, écoulements et rejets directs contraires aux dispositions prescrites au point 1.2.8 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°1867 du 1^{er} décembre 2000 et aux articles 4 et 9 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 21 octobre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté que l'exploitant ne tient pas à la disposition de l'inspection et des services de secours un schéma de tous les réseaux ainsi qu'un plan des réseaux de collecte des effluents de son établissement tel que prescrit au point 1.8.4.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°1867 du 1^{er} décembre 2000 et à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 21 octobre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté que le personnel intérimaire employé au niveau des lignes de triage de la station semences ne reçoit pas une formation spécifique aux risques particuliers liés aux activités de stockage et de manutention des céréales suivant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 13 novembre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté :

- la présence de matières incompatibles à proximité d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium classés 4702-II et 4702-III ;
- la présence d'une chargeuse stationnée devant le stockage de big-bags d'ammonitrates ;
- le non-respect des distances d'isolement entre deux catégories d'engrais (stockage d'engrais solides classés 4702-II et 4702-IV éloignés de l'ordre de 1 m, au lieu de 5 m minimum) ;
- la présence d'engrais classés 4702-II et 4702-IV dans une zone non autorisée par arrêté préfectoral (tente attenante à la station de semences) ;

en non-respect des points 4.8, 3.7 et 2.12 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 13 novembre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté que l'absence de détection automatique d'incendie ou de combustion dans le magasin de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, en non-respect du point 4.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 13 novembre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté que les installations électriques sont susceptibles de générer des risques d'incendie ou d'explosion selon le certificat Q18 du 12 mai 2015 présenté par l'exploitant, alors que le point 1.6.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1867 du 1^{er} décembre 2000 prescrit que les installations électriques sont entretenues et en bon état ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de ses visites d'inspection des 21 octobre et 13 novembre 2015 des installations exploitées par la Société CABBP à Toury, a constaté l'inobservation des dispositions :

- des points 2.10, 2.11, 2.12, 3.7, 4.3.1 et 4.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 susvisé,
- des articles 4 et 9 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

- des points 1.2.8, 1.6.7 et 1.8.4.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°1867 du 1^{er} décembre 2000,
- de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

CONSIDERANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche, dont le siège social est situé 115 rue de Chartres 28800 Bonneval, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Toury, est mise en demeure :

- 1) de mettre en place un dispositif permettant de récupérer des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction – **Délai : 3 mois** ;
- 2) de disposer d'équipements permettant de maintenir sur son site les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre – **Délai : 3 mois** ;
- 3) de dispenser à l'ensemble du personnel, y compris le personnel intérimaire employé une formation spécifique aux risques particuliers liés aux activités de stockage et de manutention des céréales suivant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié – **Délai : 1 mois** ;
- 4) De supprimer les matières incompatibles des stockages d'engrais solide à base d'engrais à base de nitrate d'ammonium – **Délai : à notification du présent arrêté** ;
- 5) d'interdire le stationnement d'engins à proximité des stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium – **Délai : à notification du présent arrêté** ;
- 6) de respecter les distances d'isolement prescrites au point 2.12 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 susvisé, entre deux catégories d'engrais – **Délai : 15 jours** ;
- 7) de supprimer le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium sous la tente attenante à la station semences de l'établissement – **Délai : à notification du présent arrêté** ;
- 8) d'installer une détection automatique d'incendie ou de combustion dans le magasin de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium – **Délai : 3 mois** ;
- 9) réaliser les travaux nécessaires sur son installation électrique pour supprimer le risque d'incendie et d'explosion relevé par l'organisme de contrôle, en respect du point de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2000 – **Délai : 3 mois**.

Article 2 : Délais

Les dispositions prévues à l'article 1 ci-dessus sont applicables dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 :

Faute par l'exploitant de se conformer, dans les délais fixés à l'article 1, aux prescriptions visées à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 4 : Délais et voies de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement)

A – Recours administratif

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5 – Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées au Maire de la commune de Toury et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 6 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

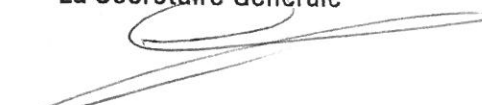
Article 7 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune de Toury, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, l'inspection des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 29 DEC. 2015

LE PREFET

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Carole PUIG-CHEVRIER